



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 479 – 17 février 2023

Zoom sur le commerce bilatéral entre la France et l'UEMOA en 2022

- Les ventes françaises vers l'UEMOA s'élèvent à 3,7 Mds EUR, dont près de 65% à destination de la Côte d'Ivoire et du Sénégal

D'après les Douanes françaises, les exportations de la France vers les pays de l'UEMOA se chiffrent à 3,7

Mds EUR en 2022 (environ 34% des flux vers l'Afrique subsaharienne) en progression de 6,8% par rapport à 2021. La Côte d'Ivoire demeure le 1^{er} client de la France dans la sous-région (et le 2^{ème} en Afrique subsaharienne, après l'Afrique du Sud), avec des ventes françaises à hauteur de 1 425 M EUR en 2022, soit une hausse de 2,1%, tirée en grande partie par les équipements mécaniques, matériels électriques et informatiques (+9,4%). De même, le Sénégal conserve sa place de 2^{ème} client de l'UEMOA, avec des ventes françaises estimées à 967,9 M EUR, en progression de 17,7% par rapport à 2021.

Les principaux produits exportés par la France vers l'UEMOA sont les produits des industries agroalimentaires (18,8% du total des exportations), les produits pharmaceutiques (13,4%) et les machines industrielles et agricoles (12,8%). A noter l'importante hausse des ventes des produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture (+48% à 402,4 M EUR), boostées par les expéditions vers le Sénégal (+50,4 M EUR) et le Bénin (+38 M EUR).

- Les importations françaises depuis l'UEMOA ont atteint 1,4 Md EUR, en provenance à 75% de la Côte d'Ivoire

Les importations françaises en provenance de l'UEMOA s'établissent à 1,4 Md EUR en 2022 (8,8% des flux en provenance d'Afrique subsaharienne), un chiffre en hausse de 18,6% par rapport à 2021. Avec des achats en hausse de 21,1%, la Côte d'Ivoire est de loin le principal fournisseur de la France (1 Md EUR), à l'origine de 75,2% des importations en provenance de l'Union. Le Niger demeure le 2^{ème} fournisseur, avec des achats à hauteur de 145 M EUR (-12,9% par rapport à 2021), en raison des ventes de produits métallurgiques et métalliques qui ont représenté 98,1% des achats français sur le territoire.

Près des ¾ (précisément 73,4%) des importations françaises en provenance de l'Union sont composées de produits agricoles et des industries agroalimentaires (cacao, fruits tropicaux, produits de la pêche). Les hydrocarbures naturels et autres produits des industries extractives constituent désormais le 3^{ème} poste d'importations et représentent 11,4% des achats français dans l'Union (+93% à 159,3 M EUR), en lien avec la hausse des cours mondiaux.

LE CHIFFRE À RETENIR

34%

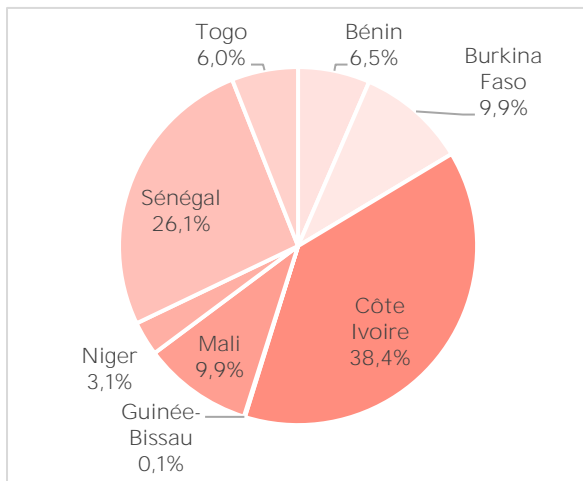
La part de l'UEMOA dans les exportations françaises à destination de l'Afrique subsaharienne

📊 La balance commerciale de la France est excédentaire à 2,3 Mds EUR, l'excédent avec le Sénégal y contribuant pour plus d'un tiers

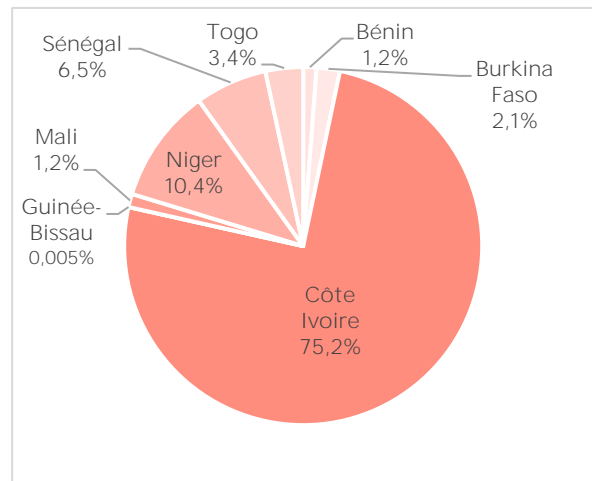
Excepté le Niger (-30,7 M EUR), la France enregistre un excédent commercial avec tous les autres pays de l'UEMOA. Ainsi, au niveau consolidé, cet excédent s'élève à 2,3 Mds EUR, quasi-stable (+0,7%) par rapport à 2021. L'excédent le plus important (877,2 M EUR ; soit 37,9%) a été réalisé avec le Sénégal. Par ailleurs, il s'agit comme l'an dernier du 1^{er} excédent commercial de la France en Afrique subsaharienne et du 11^{ème} à l'échelle mondiale (12^{ème} l'an dernier).

Pour rappel, tous les pays couverts par le Service économique régional d'Abidjan sont ouverts à la politique de financement export 2023 de la Direction générale du Trésor (FASEP et prêts du Trésor). Pour en savoir plus, [consultez notre site](#).

Répartition des exportations françaises dans l'UEMOA



Répartition des importations françaises dans l'UEMOA



📍 Régional

La croissance de l'UEMOA estimée à 5,1% en 2022 selon le FMI

Le 9 février 2023, le conseil d'administration du FMI [a conclu](#) ses discussions sur les politiques communes au sein de l'UEMOA au titre de l'année 2022. Selon le rapport, malgré les chocs mondiaux et régionaux, l'UEMOA s'est montrée résiliente, avec une croissance estimée à 5,1% en 2022, grâce en partie aux différentes mesures de soutien mises en œuvre par les Etats et la banque centrale de l'Union. Cependant, l'inflation s'est élevée à 7,5% en 2022 tandis que les réserves extérieures ont baissé de près de 20% (à 4,5 mois d'importations). Sur le moyen terme, la croissance devrait s'établir en moyenne à 6%,

tirée principalement par les futures productions d'hydrocarbures. En outre, l'inflation devrait baisser graduellement à 2% d'ici 2024 et le déficit budgétaire revenir à la norme communautaire de 3% du PIB d'ici 2025 (contre environ 6% en 2022). Toutefois, d'importants risques baissiers pèsent sur ces perspectives : les pressions inflationnistes, un durcissement des conditions financières sur les marchés financiers, l'érosion des réserves extérieures et les défis sécuritaires.

15,4 M USD du PAM pour le Burkina Faso, la Gambie et le Mali

Dans un communiqué du 15 février 2023, le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies [a annoncé](#) qu'il apportera une assistance à 490 000 personnes impactées par la sécheresse en 2022 au Burkina Faso, en Gambie

et au Mali. Pour ce faire, le PAM a reçu 15,4 M USD d'**indemnités d'assurance** climatique (à laquelle l'institution avait souscrit auprès) de l'**agence African risk capacity de l'Union africaine** (soit 7,2 M USD pour le Burkina Faso, 187 600 USD pour la Gambie et 8 M USD pour le Mali). Cette enveloppe sera distribuée aux personnes **concernées sous forme de transfert d'argent** entre les mois de mars et de mai prochains.

🍷 Bénin

Près de 150 M EUR sur 4 ans pour conforter le programme de filets sociaux

Le 15 février 2023, le gouvernement [a annoncé](#) un financement de 98 Mds FCFA (149,4 M EUR) sur 4 ans, dont 27,5 Mds FCFA (41,9 M EUR) au titre de l'année 2023, pour conforter et étendre l'impact des filets de protection sociale existants. Ainsi, l'objectif affiché de ce programme est la réduction de la pauvreté et des **inégalités sociales par l'accroissement des capacités productives des ménages les plus pauvres**, à travers des interventions visant à les aider à subvenir à leurs besoins élémentaires immédiats. En outre, ce financement servira également à transformer les centres de promotion sociale en Guichets uniques de protection sociale (GUPS) afin d'assurer une prise en charge mieux adaptée aux populations cibles.

🍷 Burkina Faso

L'or représente 75% des exportations en 2022

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), les exportations au titre de l'année 2022 [se sont élevées](#) à 2 799,1 Mds FCFA (4,3 Mds EUR), quasi stable (+0,2%) par rapport à 2021, tandis que les importations ont atteint 3 439,5 Mds FCFA (5,2 Mds EUR), soit une hausse annuelle de 34,1%. En conséquence, le Burkina Faso a enregistré un déficit commercial d'**environ 640,4 Mds FCFA (976,3 M EUR)** en 2022, contre un excédent commercial de 230,1 Mds FCFA

(350,8 M EUR) en 2021. Les principaux produits exportés au cours de l'année ont été l'or (75% des ventes), le coton (10,3%) et les fruits (4%) tandis que les principaux produits importés ont été les produits raffinés du pétrole (33% des achats), les produits pharmaceutiques (5,5%) et la chaux, les ciments et matériaux de construction fabriqués (3,5%). Enfin, les principaux clients du pays ont été la Suisse (69,6% des ventes), le Mali (6,6%) et Singapour (3,8%) tandis que les principaux fournisseurs ont été la Chine (11,8% des achats), la Côte d'Ivoire (9,5%) et la France (9%).

Le gouvernement réquisitionne 200 kg d'or pour "nécessité publique"

Dans un arrêté signé le 14 février 2023 par le Ministre en charge des Mines, le gouvernement burkinabè [a annoncé](#) la réquisition pour nécessité publique de 200 kg d'or de la mine de Mana, exploitée par une filiale de la société canadienne Endeavour Mining. Selon le gouvernement, cette décision est dictée par un contexte exceptionnel et est à caractère temporaire. La société devrait recevoir une indemnisation correspondant à la valeur de l'or réquisitionné **et aux conditions d'achat sur le marché international**. Pour rappel, la mine de Mana est en production depuis 2008 et a produit environ 6 tonnes d'or en 2022. Elle a été rachetée par le groupe Endeavour Mining en 2020.

Nouvelle hausse du prix du Super 91

Le 10 Février 2023, le gouvernement [a annoncé](#) une augmentation du prix du litre du Super 91 de 750 FCFA (1,1 EUR) à 850 FCFA (1,3 EUR). Les prix des autres carburants restent inchangés. Cette mesure vise à garantir la continuité de **l'approvisionnement en hydrocarbures** tout en limitant les tensions inflationnistes inhérentes. En effet, le gasoil, principalement utilisé par les transporteurs reste subventionné à près de 510 FCFA (0,77 EUR) le litre ; le DDO, utilisé par les boulangers, est subventionné à 318 FCFA (0,48 EUR) le litre, celui utilisé par la Sonabel est subventionné à près de 335 FCFA (0,51 EUR).

Cap-Vert

Annonce du salon international des entreprises capverdiennes de la diaspora

La ville de Paris [va accueillir](#) en avril 2023 le Salon des entreprises capverdiennes de la diaspora. Cette première édition vise à connecter les entreprises de la diaspora entre elles et à stimuler les échanges avec les entreprises capverdiennes. Ce salon permet de cibler une partie des capverdiens vivants en Europe et aux Etats-Unis, estimés par le gouvernement à plus de 1,5 M. Des ressortissants importants pour le système financier du pays puisque les envois de fonds de la diaspora ont représenté 16% du PIB du pays en 2021, selon la Banque mondiale.

Côte d'Ivoire

Inflation à +4,8% en g.a. en janvier 2023

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation [s'est établi](#) à 4,8% en glissement annuel (g.a.) en janvier 2023, contre 5,1% le mois précédent. Cette évolution est principalement justifiée par la hausse des prix des transports (+9,5% en g.a.) et des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+6% en g.a.), en lien avec les céréales non transformées (+9,7% en g.a.), les viandes (+5,9% en g.a.). A noter également la hausse significative des prix du logement, de l'eau, du gaz, de l'électricité et autres combustibles (+5,3% en g.a.) et des restaurants et hôtels (+7,2% en g.a.).

Levée de fonds de 91,5 M EUR pour PETROCI

Le 14 février 2023, la Banque ouest africaine de développement (BOAD) a [annoncé](#) le succès de la structuration d'un financement de 60 Mds FCFA (91,5 M EUR) en faveur de la Société nationale d'opérations pétrolières de Côte d'Ivoire (PETROCI). Ce financement permettra à cette dernière de : (i) transformer un quai en appontement pétrolier ; (ii) augmenter les

capacités de transport des pipelines existants et d'en construire de nouveaux ; (iii) construire de nouvelles capacités de stockage de gaz butane et (iv) étendre le réseau de distribution de gaz naturel. La contribution directe de la BOAD à ce financement est de 30 Mds FCFA (45,8 M EUR) tandis que Bridge Bank Group Côte d'Ivoire et Banque Atlantique Côte d'Ivoire apporteront chacune 15 Mds FCFA (22,9 M EUR).

Construction d'une centrale thermique biomasse à Aboisso

Le 15 février 2023, le gouvernement [a annoncé](#) la construction d'une centrale thermique biomasse à Ayébo, dans le département d'Aboisso, d'une puissance installée de 2x23 MW. La centrale thermique sera alimentée par des résidus de palmier à huile et générera une production annuelle initiale de 337 GW-heure. Enfin, pour la distribution de l'électricité, le projet prévoit également la réalisation d'un poste de 90 sur 33 KVA ainsi que des liaisons à hautes tensions de 90 KVA entre les groupes de production de la centrale et le réseau existant.

Guinée

La production industrielle en hausse de 11% en g.a. au 3^{ème} trimestre 2022

Selon l'Institut national de la statistique, la production industrielle en volume [a enregistré](#) une hausse de 11% en glissement annuel (g.a.) au cours du 3^{ème} trimestre 2022. Cette évolution se justifie principalement par la hausse des activités extractives (+12,2% en g.a.), particulièrement poussée par l'extraction de bauxite (+17% en g.a.). Aussi, la production des industries manufacturières est en hausse (+9,2% en g.a.), avec une augmentation de 35,6% en g.a. pour la fabrication d'ouvrages en métaux. Enfin, les industries de production et de distribution d'électricité et d'eau ont progressé de 4% en g.a., principalement en lien avec la production et la distribution d'électricité (+4,2% en g.a.).

Libéria

Signature d'un accord de facilitation du commerce entre les douanes et DHL

Le 6 février 2023, le département des douanes de l'Autorité des revenus du Libéria (LRA) et DHL International Libéria, filiale de la société allemande DHL, [ont signé](#) un accord de facilitation des échanges qui devrait optimiser le mouvement et le dédouanement postal de certaines catégories de marchandises. Ainsi, cet accord, vise à améliorer la transparence et l'efficacité des procédures de dédouanement des deux parties.

Mali

Ratification par le gouvernement d'un accord de prêt de 256 M EUR avec la BM

Le 15 février 2023, le gouvernement [a autorisé](#) la ratification d'un accord de prêt de 256,2 M EUR avec l'Association internationale pour le développement (IDA) du groupe de la Banque mondiale (BM). Le prêt vise à financer le Projet de Résilience Urbaine de Bamako qui vise (i) à **améliorer l'accès aux services de traitement des déchets urbains, de l'assainissement et de l'approvisionnement en eau potable** ; (ii) à renforcer la résilience aux inondations dans certaines zones vulnérables du District de Bamako et des communes voisines et (iii) à renforcer les capacités de gestion urbaine.

Mauritanie

Shell obtient le contrat d'exploration-production du bloc C2

Lors du Conseil des Ministres du 15 février 2023, le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Énergie [a présenté](#) une communication autorisant la signature d'un contrat d'exploration-production au bénéfice de l'entreprise Shell sur le bloc C2 aux larges des côtes mauritaniennes. Pour rappel,

le bloc C2 est adjacent au bloc C10, actuellement exploré par Shell, ce qui permettrait l'exploitation potentielle conjointe des 2 blocs.

L'amélioration de l'accès aux soins et à l'électricité peut contribuer à réduire l'impact des catastrophes climatiques

Les catastrophes naturelles liées au climat sont de plus en plus fréquentes et graves en Mauritanie, exacerbant la dégradation des sols et des infrastructures, le stress hydrique et l'insécurité alimentaire. Selon [une analyse du FMI](#), la croissance annuelle du PIB/habitant du pays pourrait chuter d'environ 0,8 à 1 point de pourcentage (p.p) si la sécheresse s'intensifie de 10 p.p. Il est toutefois possible d'atténuer ces pertes en améliorant l'accès aux soins de santé et à l'électricité. En effet, l'électricité aide à atténuer les pénuries d'eau en alimentant les systèmes d'irrigation et les pompes lorsque les puits sont profonds ; tandis qu'un meilleur accès aux soins de santé permettrait de réduire la propagation de maladies liées aux inondations et **de préserver la main d'œuvre**.

Niger

Lancement officiel des activités du Fonds national d'appui aux PME/PMI

Le 13 février 2022, le Premier Ministre [a procédé](#) au lancement officiel des activités du Fonds National d'Appui aux PME/PMI (FONAP). Cette structure vise à soutenir les PME et PMI nationales à travers la facilitation de l'accès au financement et un accompagnement spécifique pour leur développement à long terme. Ainsi, 109 dossiers ont déjà été sélectionnés pour un besoin de financement estimé à 10,3 Mds FCFA (15,7 M EUR), pour lequel le FONAP apportera une garantie de 70% du montant. En outre, le FONAP mobilisera 278 M FCFA (424 000 EUR) pour assurer le suivi, l'encadrement et le renforcement des capacités des 109 PME/PMI.

Validation d'un accord de prêt de 2 M USD avec la BID

Le Conseil des Ministres du 10 février 2023 [a autorisé](#) la ratification d'un accord de prêt, signé le 4 décembre 2022 avec la Banque islamique de développement (BID), pour un montant de 2 M USD dans le cadre du programme régional de cartographie de la fertilité des sols. L'objectif de ce programme est d'élaborer des recommandations en matière d'engrais et de gestion intégrée de la fertilité des sols pour augmenter durablement les rendements et la qualité nutritionnelle de productions ciblées.

🇸🇳 Sénégal

Situation globalement satisfaisante du secteur bancaire selon la BCEAO

Le 10 février 2023, la direction nationale de la BCEAO [a déclaré](#) que la situation du secteur bancaire sénégalais à fin 2022 était globalement satisfaisante. En effet, les crédits ont progressé de 19,8% glissement annuel (g.a.) à fin décembre 2022 pour se situer à 6 808,5 Mds FCFA (10,4 Mds EUR), principalement portés par les crédits à court terme (+32,2% en g.a.). Enfin, la qualité du portefeuille s'est améliorée avec une baisse du taux brut de dégradation à 9,3% fin décembre 2022 (contre 11,5% fin décembre 2021 à 9,3%).

Inauguration d'un incubateur à l'Institut français de Saint-Louis

Le 13 février 2023, l'ambassadeur de France au Sénégal [a présidé](#), en compagnie du gouverneur de Saint-Louis, l'inauguration d'un nouvel incubateur au sein de l'Institut français de Saint-Louis. Cet incubateur mettra l'accent sur

l'économie bleue et est le fruit d'un partenariat entre Teranga Tech Incub, le réseau d'incubateurs de l'Ambassade de France au Sénégal et l'entreprise Chanel, afin de financer de futurs projets grâce à des enveloppes allant de 1 500 EUR à 10 000 EUR.

Signature d'un contrat pour la construction de 50 000 logements entre l'Etat et le groupe EGI d'Abu Dhabi

Le ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène Publique et le groupe Emirates Gate Investment (EGI) [ont signé](#) un contrat pour la construction de 50 000 logements sur 5 ans. Ce contrat s'inscrit dans le cadre du projet de 100 000 logements, porté par le gouvernement dont l'objectif est de faciliter l'accès au logement et de dynamiser le secteur de la construction, notamment grâce à la fabrication de matériaux par le biais de filières locales, sollicitées pour la construction des logements. La première phase du projet comprend la construction de 25 000 logements dans la ville de Thiès.

🇲🇵 Togo

Nouvel accord de coopération avec les Nations Unies sur la période 2023-2026

Le 14 février 2023, le gouvernement et le Système des Nations Unies (SNU) [ont procédé](#) à la signature d'un nouvel accord de coopération pour le développement durable sur la période 2023-2026. Cet accord, d'un montant total de 247 M USD, devrait permettre la mise en œuvre de réformes autour de trois axes prioritaires : (i) une croissance inclusive ; (ii) le développement du capital humain et (iii) une gouvernance inclusive, efficace et redevable.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international